

## Quel modèle pour demain ?

Le capitalisme est immortel, mais il se modifie par étapes sous l'effet de l'innovation. Avec des conséquences sur le travail, les salaires, les inégalités. Selon Michel Aglietta, un nouveau régime de croissance se développe en Occident. Et si nous étions repartis pour les Trente glorieuses ?

# « Voici venu le temps de la croissance sans limites »

Michel Aglietta livre ses réflexions sur les bouleversements de l'économie mondiale. Résolument optimiste, il veut croire que derrière la crise, les fondements d'une croissance durable se mettent en place. Pour l'Europe aussi.

► **L'EXPANSION.** Depuis près de sept ans, les Etats-Unis connaissent une croissance forte, avec des créations d'emplois considérables, alors que l'Europe a peiné sur la même période, avec un chômage en augmentation. Comment expliquer un tel contraste entre des économies qui ont pourtant atteint un degré de développement comparable ? **MICHEL AGLIETTA.** Il y a eu un véritable changement de nature du capitalisme dans les économies développées, et c'est aux Etats-Unis que cette transformation est la plus avancée. Nous sommes passés d'un régime de croissance « fordiste », qui a nourri la forte expansion de l'après-guerre en augmentant la productivité de l'industrie, à un nouveau modèle, associant le développement des services et les nouvelles technologies de l'information. Il s'agit de services très consommateurs de main-d'œuvre, qui ont permis de fortes créations d'emplois. Comme ces activités ne sont pas vulnérables aux phénomènes de congestion et de saturation qui affectaient l'industrie, elles ont déplacé les frontières de la demande et de la croissance de façon illimitée.

► **Pourquoi les Etats-Unis semblent-ils s'être mieux adaptés à la nouvelle ère ?** Aux Etats-Unis, c'est le marché qui régule le travail : il n'y a pas de smic, l'embauche et le licenciement sont instantanés. C'est donc une situation très favorable pour une économie de services, où le changement de la demande est extrêmement rapide et où la rotation de la main-d'œuvre doit suivre.

► **Mais comment expliquer l'intensité des créations d'emplois ?**

Dans le régime fordiste, la technologie, coûteuse, augmentait la productivité du travail dans l'industrie : les machines-outils permettaient à chacun de produire et de gagner davantage. La technique économisait le travail, mais elle permettait la hausse régulière des salaires qui développait la consommation de masse. Aujourd'hui, c'est exactement l'inverse. Le capital est davantage productif, grâce aux technologies de l'information - il y a eu une extraordinaire baisse des prix des matériels et logiciels -, alors que le salarié, lui, a vu sa productivité ralentir, parce que les tâches de services ne sont pas mécanisables. En conséquence, dès

que la demande augmente, l'emploi redémarre. La France commence à profiter de cette mutation. On a ainsi vu des créations d'emplois record en 1998, alors que la croissance n'était pas exceptionnelle... La contrepartie, c'est que les salaires n'augmentent plus de façon uniforme et régulière. Dans les deux époques, le taux de profit a été maintenu. Naguère, c'était la forte productivité du travail qui le permettait, malgré les hausses de salaire. Aujourd'hui, c'est l'économie réalisée sur le coût du capital.

► **Cette étape du capitalisme produit donc davantage d'inégalités qu'avant...** Oui, car dans les services, c'est le jugement du client qui est



HENRY FORD, au volant de l'une de ses voitures.

### 1930-1980 : le règne du fordisme

Si j'augmente mes ouvriers, ils pourront acheter mes voitures : telle était la maxime d'Henry Ford, le célèbre constructeur automobile. Pendant les Trente Glorieuses de l'après-guerre, c'est en effet la progression régulière

des salaires, notamment dans l'industrie, qui tirait la croissance. Mais l'épuisement des gains de productivité et la crise inflationniste des années 70 ont durablement dérégulé la mécanique.

déterminant pour fixer un prix. Ce qui entraîne un extraordinaire foisonnement de statuts, de formes très différentes d'emploi, et un développement considérable des inégalités. Aux deux extrêmes, il y a le travail précaire des caissières de supermarché, et les consultants très recherchés sur le marché international. L'éventail des rémunérations s'est donc considérablement élargi, faisant éclater la codification et la hiérarchie stable des salaires héritée du fordisme. Non seulement le « salaire moyen » n'a plus grand sens, mais un même individu peut passer, au cours de sa carrière, par des états de fortune radicalement différents, en fonction de son adaptabilité, ou à cause du bouillonnement de l'innovation.

► **Pendant les Trente Glorieuses, c'était l'augmentation régulière des salaires qui tirait la**

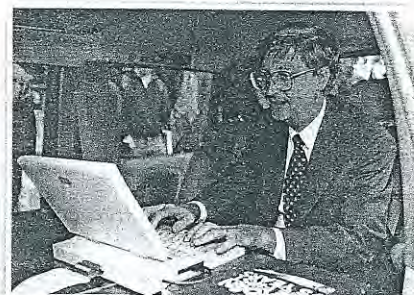
consommation et l'activité économique. Si les salaires n'augmentent plus, comment la croissance peut-elle se maintenir ? L'élément crucial, c'est le changement dans le mode de distribution du revenu. Auparavant, à l'époque du compromis social fordiste, les salariés échangeaient leurs propres efforts - les progrès de productivité dans l'industrie - contre la garantie de l'emploi et une progression de leur rémunération, et celle-ci servait de carburant à la croissance. La qualité requise à l'époque était de suivre la cadence : il s'agissait de s'intégrer dans un processus à la fois monotone et régulier. Avec les technologies actuelles, ce sont au contraire l'initiative et l'adaptation qui sont valorisées. Vous n'appartenez plus à une équipe, vous êtes en relation avec des clients dont vous avez la responsabilité. Vous n'avez plus la garantie de l'emploi, mais vous

recevez une part des profits sous la forme de participation, d'intéressement, ou de stock-options pour les cadres dirigeants : le partage des responsabilités s'est accompagné du partage des profits.

► **Mais cette forme de rémunération ne profite en fait qu'à une minorité de salariés, ceux qui exercent justement des responsabilités...** Non, pas aux Etats-Unis. Il y a là-bas plusieurs dizaines de millions d'actionnaires individuels et les

formules de participation sont très répandues dans les entreprises. Dans les dernières années, c'est l'extension formidable de cet actionariat populaire qui a soutenu la consommation américaine : les profits des entreprises valorisent les actions et le patrimoine des ménages, qui consomment alors davantage, augmentant ainsi les profits : un cercle vertueux, exactement comme au temps du fordisme, mais de nature différente.

Suite page 88...



BILL GATES. Le PDG de Microsoft incarne un nouveau modèle.

### 1995 : le début du capitalisme de participation

Aux Etats-Unis aujourd'hui et chez nous demain, le développement des services et des nouvelles technologies crée une multiplicité d'emplois : les frontières de la croissance sont repoussées à l'infini. Comme chez Microsoft, la rémunération des salariés inclut

des actions de l'entreprise et une participation aux bénéfices, diffusant un sentiment de richesse dans la population, ce qui soutient la croissance.

**MICHEL AGLIETTA** est conseiller scientifique du CEPII et professeur à Paris-Nanterre. Il est l'un des économistes français les plus renommés.



... ► Pourquoi ce nouveau capitalisme ne prend-il pas en Europe ?

L'Europe est en retard, parce qu'elle a vécu sous l'emprise d'une politique monétaire pénalisante, au tout début des années 90, lorsqu'il a fallu construire les fondations de l'union monétaire au moment même de la réunification allemande. Toutefois, ce retard est en train de se combler petit à petit. Comme aux Etats-Unis, le nombre d'actionnaires augmente chez nous aussi. Et la création d'un marché financier unifié, avec l'euro, va offrir un vaste espace où pourront se développer les formules d'épargne actionnariale.

► Naguère, c'étaient les partenaires sociaux qui réglaient le partage salaire-profit. Le nouveau régime, lui, ne semble pas aussi finement régulé...

Le nouveau régime a déplacé le pouvoir de contrôle des entreprises du côté des action-

naires institutionnels. C'est la *corporate governance*, c'est-à-dire un ensemble de règles qui incite les entreprises à augmenter au maximum leur profit et leur valeur boursière. Les changements dans les objectifs des entreprises ont provoqué des restructurations, qui ont rapidement modifié et l'organisation du travail et les modes de rémunération.

► Pourtant, il existe bien une contradiction : l'actionnaire exige l'augmentation des cours boursiers, fût-ce au détriment de l'emploi et des salariés. Or l'actionnaire est lui aussi un salarié...

Il y a bien une contradiction, mais elle peut être dépassée si les salariés interviennent, de manière collective, afin de définir les principes selon lesquels leur épargne est investie. Si la ges-

« La gestion de l'épargne des ménages ne peut être abandonnée au seul jugement erratique des marchés. »

tion active des fonds de pension est de la responsabilité des professionnels de la finance, les arbitrages entre rendement et sécurité ne peuvent être entièrement laissés au seul jugement erratique des marchés. Car les fonds de pension sont non seulement du capital privé, mais des droits à la retraite, c'est-à-dire, selon moi, une propriété sociale. Ils sont l'expression économique d'une dette sociale, acquise en contrepartie des services rendus au cours de la vie active : la cohésion de la société en dépend. Et cela justifie l'intervention d'un médiateur.

► Aujourd'hui pourtant,

le seul critère de bonne gestion, pour un fonds de pension investi en actions, c'est le rendement à court terme.

En l'absence de médiation, le critère actuel est désormais la rentabilité à trois mois. N'ayant

évidemment aucune visibilité sur vingt ans, les ménages arbitrent en comparant les rentabilités des fonds de pension sur un seul trimestre... Tout cela crée une très forte pression, chez les gérants et les dirigeants d'entreprise, pour dégager du profit immédiat, quelles qu'en soient les conséquences sociales.

► En Europe, quelle forme pourrait prendre cette médiation ?

On peut imaginer un système calqué sur le modèle allemand. Par exemple des fonds de capitalisation cogérés par les syndicats et les dirigeants d'entreprise, mais qui seraient placés dans le monde entier par des gestionnaires professionnels, comme les fonds américains. La gestion de l'épargne serait ainsi « incor-

porée » à un rapport social, une relation salarié-entreprise.

► Les syndicats européens, et français en particulier, vous semblent-ils mûrs pour cette nouvelle mission ?

Si les syndicats européens veulent retrouver de l'influence, il faut absolument qu'ils s'impliquent dans la gestion du « bien social » qu'est l'épargne collective. Ils doivent prendre en compte cet aspect du capitalisme de demain s'ils veulent œuvrer pour le progrès social. L'Europe a fait avancer le progrès social plus que toute autre région du monde. Elle ne doit pas le renier, mais le redéfinir, pour établir un nouveau contrat social compatible avec la transformation du régime de croissance de nos sociétés.

► Tout cela fonctionne très bien en période d'expansion et de forte hausse des cours boursiers. Mais que se passe-t-il en cas de retournement ? Par exemple si la bulle financière de Wall Street crève, dans les mois qui viennent ?

Tout régime de croissance subit des tensions. Ce nouveau régime vit sous un double risque, inflation ou déflation. Aujourd'hui, la possibilité d'une déflation et d'une récession mondiale est réelle. Au Japon, elle est déjà là. L'instabilité provient de la finance et du prix des actifs qui peut fluctuer fortement, elle se propage à l'économie réelle à cause de la forte réaction des agents économiques, qui restreignent leur demande pour l'ajuster à leur situation patrimoniale lorsque la Bourse baisse, et augmentent leur demande lorsque la Bourse monte. L'« effet de richesse », c'est-à-dire l'évaluation que font les ménages de leur propre patrimoine et les comportements de consommation qui en découlent, a des conséquences beaucoup plus importantes aujourd'hui qu'il y a dix ans.

► Cela signifie que les violents à-coups de la Bourse vont se traduire à l'avenir par des cycles économiques plus forts et plus brutaux... Comment éviter les montagnes russes dans ce nouveau régime ?

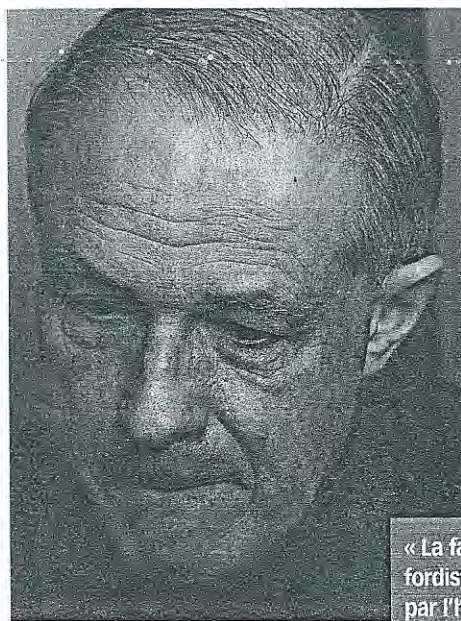
Il faut une politique monétaire adaptée, les Américains l'ont compris lorsqu'ils ont baissé leur taux d'intérêt à trois reprises cet automne, pour contrer les effets déflationnistes de la crise financière internationale. Ils ont ainsi rompu l'enchaînement fatal qui menait du krach de Moscou, en août dernier, à la récession aux Etats-Unis, via l'effondrement de Wall Street. La Federal Reserve, banque centrale américaine, est aujourd'hui extraordinairement vigilante à ce sujet. Mais il subsiste un risque important, lié à la surévaluation de Wall Street, que la Fed n'est pas parvenue à corriger, et qui pourrait se traduire par une forte correction.

► La Banque centrale européenne est-elle également consciente de ces nouveaux risques ?

Les banques européennes ont abaissé leurs taux à la fin de l'année, pour les mêmes raisons que celles qui ont poussé la Fed à le faire. Le problème de la nouvelle banque centrale, c'est la virginité de sa réputation : elle est trop jeune pour avoir de l'audace. Et, de façon générale, les institutions s'adaptent moins vite à un nouvel environnement que les marchés et les acteurs de l'économie, car elles reposent sur des doctrines de souveraineté, souvent rigides.

► Pourquoi a-t-on laissé le régime fordiste, qui nous a procuré une croissance relativement équilibrée pendant trente ans ?

On n'a pas eu le choix. Le capitalisme ne se régule pas de lui-même, il a besoin de dispositifs institutionnels pour équilibrer les relations fondamentales : ajuster l'offre à la demande, la distribution du re-



« La famille fordiste dominée par l'homme doit céder la place à un couple égalitaire où la femme travaille. »

venu à la productivité. Or ces dispositifs ne sont pas éternels, ils vieillissent et meurent. Dans le cas du fordisme, c'étaient les partenaires sociaux qui assuraient que les hausses de salaire réelles soient compatibles avec la productivité, c'est-à-dire qu'elles ne pèsent pas sur le profit des entreprises. Le système a tenu trente ans : salaires et productivité augmentaient à bon rythme, la faible internationalisation des marchés de capitaux permettait de préserver l'autonomie des politiques économiques nationales, quitte à jouer sur le taux de change pour compenser un déséquilibre de la balance des paiements. Mais un phénomène a déréglé la jolie mécanique du fordisme : l'épuisement des progrès de productivité, qui ne suffisaient plus à satisfaire les attentes des salariés et à financer la protection sociale – les éléments indirects du salaire – dont le coût était croissant. D'où de fortes tensions, l'inflation étant leur expression.

► A quand datez-vous la fin du fordisme ?

Lors de la montée de l'inflation aux Etats-Unis, à la fin des années 60, qui met à l'épreuve le système de change fixe de Bretton Woods. Celui-ci agonise ensuite, entre 1971 et 1973. Suivent l'engouffrement des capitaux privés et le développement spectaculaire de la finance, ponctué de plusieurs épisodes de crise, jusqu'à la remontée des taux américains destinée à contrer l'inflation, qui provoque une forte récession et la crise de la dette des années 80. C'est alors que l'innovation technologique commence à irriguer l'économie et favorise la montée des services. Il a fallu près de vingt ans pour passer d'un régime à l'autre, les Etats-Unis étant précurseurs, parce que, n'ayant pas d'institutions de régulation aussi solides qu'en Europe, ils

ont subi des tensions plus fortes et plus précoces.

► Combien de temps ce « capitalisme de propriété sociale » peut-il durer ?

Je ne sais pas, l'avenir le dira. Il durera tant qu'il peut assurer la compatibilité entre création de richesses et répartition du revenu, qui est une loi fondamentale du capitalisme. Et s'il parvient à surmonter le déséquilibre démographique de nos pays, qui va faire diminuer le nombre d'actifs de façon importante dans les décennies qui viennent. Après 2010, nous pourrions connaître à nouveau un marché du travail tendu, avec le retour de l'inflation. Aurait-on alors accumulé assez de richesses pour éviter un conflit de répartition entre les actifs et les inactifs ?

► La mondialisation devrait permettre de profiter des réserves de croissance et d'activité des pays émergents...

C'est possible, mais vous voyez les difficultés

qu'elle occasionne dans l'organisation mondiale ! Du reste, les transferts nets d'épargne du « vieux » monde vers le nouveau sont assez faibles jusqu'ici. Il y a en réalité une autre réserve utilisable, c'est la montée du taux d'activité des femmes. L'essor du travail féminin permettra à la fois de libérer une force d'innovation économique et de contrer les effets du vieillissement de nos populations. Mais il faut pour cela que la famille fordiste hiérarchisée, où la division du travail entre homme et femme reste très inégalitaire et produit un gaspillage de ressources important, cède la place à la famille à « double carrière » de la nouvelle société qui s'ébauche. ■

PROFES REUILLON  
PAR FRANÇOIS LENGLET ET LAURENCE VILLE